

Au cœur de l'actualité – Les crises du monde du travail et leur appropriation par la droite #4

CONNECT

(Pas) un phénomène marginal? Le populisme de droite dans la société et dans les entreprises

À l'automne 2025, une série d'événements en ligne a été organisée dans le cadre du projet «Connect – la diversité via la participation» au DGB-Bildungswerk Thüringen e.V. Les conférences de la série ont été transcrites et publiées en plusieurs langues. Le texte résume la conférence du **journaliste et auteur Peter Bierl**.

En 2025, le populisme de droite ne représente plus depuis longtemps un phénomène marginal dans la société. En témoigne non seulement la montée constante de l'AfD, que les sondages électoraux donnent parfois comme la force politique la plus importante dans le pays. Mais comment en est-on arrivé là?

Terminologie: Qu'est-ce que le populisme de droite?

Pour parler de la propagation du populisme de droite, il convient tout d'abord de clarifier les termes. Le populisme décrit une logique politique qui oppose « le peuple », présenté comme « bon » et placé « du bon côté », à une « méchante élite ». Ce schéma de base diffère par son interprétation selon l'orientation politique. Le populisme de droite donne une connotation ethnique à la notion de peuple et la relie à l'identité nationale; l'élite est décrite

comme étrangère ou « déconnectée ». Ces constructions ouvrent la voie à des récits complotistes et à des représentations antisémites, par exemple lorsqu'il est question d'« élites mondialistes ». La variante de gauche du populisme, en revanche, se réfère généralement à une vision simplifiée du capitalisme et aux élites économiques.

L'utilisation fréquente de ce terme dans les médias a également une raison pratique: elle ne peut être interdite par la loi. Les journalistes peuvent donc en faire usage sans craindre d'être poursuivi-e-s pour fausse déclaration. Des termes comme « fasciste » ou « d'extrême droite » sont en revanche plus facilement attaquables sur le plan juridique. Ainsi, l'AfD est aujourd'hui souvent qualifiée de populiste de droite – c'était également le cas auparavant pour le NPD, bien que ce dernier affiche clairement sa proximité avec le national-socialisme. Seule sa classification judiciaire a permis de qualifier clairement le NPD d'extrême droite dans l'espace public.

Diffusion: Une vision profondément enracinée

Le fait que les positions populistes de droite trouvent un tel écho n'est pas un phénomène nouveau. Depuis des décennies, **des études scientifiques** attestent de leur propagation en Allemagne et indiquent également que

certaines parties de la population ont toujours défendu des visions du monde d'extrême droite. La «Mitte-Studie», une étude qui examine les opinions d'extrême droite dans la société allemande, a constaté dans son étude actuelle qu'elles étaient soutenues par 3 % de la population allemande. Mais même en dehors de cette frange extrême, de nombreuses personnes ont des opinions racistes: environ 30 % sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle les réfugié·e·s seraient généralement des «profiteur·euse·s du système social». Plus de la moitié est au moins partiellement d'avis que l'Allemagne est «envahie par les étrangers». Il existe également une importante zone grise, qui ne partage pas clairement ces opinions xénophobes, mais ne les rejette pas non plus catégoriquement. Cela concerne environ 20 % des personnes interrogées.

De plus, ces idées sont **structurellement** ancrées en Allemagne. Le droit de la nationalité en vigueur jusqu'en 2000, qui fonctionnait selon le principe du «ius sanguinis» – c'est-à-dire de la filiation plutôt que du lieu de naissance – en est un exemple. Ainsi, un petit-fils de travailleurs immigrés turcs né en Allemagne était officiellement considéré comme étranger. Les «Allemand·e·s de Russie», dont les ancêtres avaient émigré en Russie aux XVIIIe et XIXe siècles et qui sont arrivés en Allemagne à partir des années 1980, ont immédiatement été considérés comme allemand·e·s au regard de la loi. Cela implique une conception nationaliste du peuple: est allemand·e celui ou celle qui a du «sang allemand», et non celui ou celle qui vit ici.

Ce profond enracinement se reflète dans **les expériences quotidiennes**. Les préjugés existants sont actuellement alimentés par les débats publics. Les remarques racistes et les discussions populistes de droite sont

également véhiculées par les partis dits du centre, par exemple au sein du gouvernement fédéral. Les personnes concernées en ressentent les conséquences de manière très concrète: cela peut prendre la forme de propos désobligeants sur leur lieu de travail ou de manifestations de racisme lors de la recherche d'un logement. Le climat social n'épargne pas non plus les entreprises. Des sondages montrent que les travailleurs et travailleuses soutiennent plus souvent des opinions d'extrême droite que la population moyenne. Et même parmi les membres des syndicats, la proportion d'électeur·rice·s de l'AfD est relativement élevée.

Comment expliquer l'ascension de l'AfD?

Si les positions populistes de droite ne sont pas nouvelles en Allemagne, pourquoi l'AfD connaît-elle une ascension constante à l'échelle nationale depuis dix ans? Pourquoi est-elle parvenue à transformer le ressentiment social en succès électoral? L'AfD n'est pas le premier parti hostile à la démocratie de la République fédérale, mais c'est le premier à s'être établi durablement et à avoir fait son entrée dans tous les parlements. On peut avancer que ce sont moins les particularités du parti lui-même qui sont déterminantes que les évolutions sociétales des dernières décennies, qui ont conduit à une aggravation des conditions sociales.

Incertitude économique et crainte du déclassement social

De plus en plus de personnes en Allemagne rencontrent aujourd'hui des difficultés dans leur vie quotidienne. Cela s'explique d'une part par le monde du travail et l'économie. L'inflation et la hausse des prix entraînent une

Beaucoup ont du mal à vivre de leur travail: 800 000 salarié·e·s en Allemagne doivent «compléter» leurs revenus professionnels par des prestations sociales. 15 % des salarié·e·s travaillent dans le secteur des bas salaires.

augmentation de la pauvreté. Dans de nombreux domaines, le travail lui-même devient par ailleurs plus intense et plus stressant, par exemple dans le secteur social et dans le système de santé. Les cas d'épuisement (chronique) et de burn-out sont en augmentation.

D'autre part, les services publics se détériorent. La qualité des infrastructures et des transports publics locaux diminue, les places en crèche sont très convoitées, les piscines et les clubs de jeunes en milieu rural doivent fermer et le système de santé est presque partout saturé. En outre, l'évolution démographique suscite des inquiétudes légitimes chez de nombreuses personnes: qui prendra en charge les soins dans une société vieillissante, tant sur le plan financier que pratique? La crise climatique aggrave encore de nombreux problèmes, tels que les crises dans l'agriculture et la transformation de l'industrie.

Les défis politiques sont donc considérables et l'échec des promesses électorales (en particulier dans les coalitions multipartites fondées sur des compromis) est inévitable. Cela entraîne une déception massive et un mécontentement général à l'égard du «système», qui, selon de nombreuses personnes, ne fonctionne plus pour elles.

Promesse de prospérité non tenue

Mais pourquoi cela contribue-t-il à la montée de l'extrême droite? Une réponse possible est la suivante: la prospérité et la perspective d'une ascension sociale maintiennent la cohésion de la démocratie politique. En effet, comme on l'a montré, les attitudes discriminatoires étaient déjà très répandues dans le passé. Cependant, la majorité de la société se sentait politiquement proche des grands partis démocratiques, principalement parce qu'elle faisait l'expérience d'une ascension sociale réelle. Les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale ont apporté une large prospérité et le sentiment de pouvoir offrir une vie meilleure à sa famille grâce au travail. La prospérité a ainsi servi en quelque sorte de ciment démocratique, de lien: même si des ressentiments existaient à

droite, ils se traduisaient rarement par un vote pour des partis antidémocratiques. Du fait de l'aggravation des conditions sociales décrites ci-dessus, il ne reste plus grand-chose de cette promesse de prospérité sociale.

Les causes en sont toutefois structurelles: les inégalités sociales se sont considérablement creusées au cours des 30 dernières années. Aujourd'hui, la moitié la plus pauvre des Allemand-e-s ne possède pratiquement aucun patrimoine – à peine 3 % du patrimoine total de la RFA. En revanche, la charge fiscale des plus riches diminue en termes relatifs depuis les années 90. Ce groupe contribue donc moins au financement des missions publiques. Non seulement l'ascension collective s'est enrayée, mais la répartition des richesses s'est également modifiée et profite davantage qu'auparavant aux classes privilégiées.

Voyant leurs conditions de vie se détériorer, de nombreuses personnes se sont détournées du gouvernement et de la politique en général ces dernières années. Cependant, beaucoup d'entre elles ignorent les causes de cette situation et ne sont donc pas en mesure d'interpréter de manière critique les évolutions sociétales. Cela les rend réceptives aux politiques de droite qui recherchent des boucs émissaires et exploitent délibérément les préjugés existants. Les attitudes misanthropes ne sont donc pas nouvelles, mais elles sont aujourd'hui beaucoup plus faciles à mobiliser sur le plan politique. C'est précisément ce qui contribue au succès des partis de droite tels que l'AfD.

Un défi pour les salarié-e-s et leurs représentant-e-s

La montée du populisme de droite, et donc de l'AfD, représente de toute évidence un défi non seulement pour les démocrates, mais aussi pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses. En effet, l'AfD combine son idéologie populiste de droite avec des positions néolibérales: elle s'oppose aux syndicats établis, aggraverait les inégalités par sa politique économique et, en accentuant les divisions sociales, elle rend plus difficile la lutte commune des travailleurs et travailleuses pour de meilleures conditions de travail. Or, la

solidarité est particulièrement cruciale aujourd'hui, car les futurs gouvernements continueront à accélérer le démantèlement social. Comme le montre ce texte, c'est aussi une grave menace pour la démocratie.

Que peuvent faire les travailleurs et travailleuses et en particulier leurs représentant·e-s (comités d'entreprise et syndicats) pour contrer cette évolution? Quatre points essentiels:

1. Renforcer les préoccupations fondamentales:

Les syndicats et les comités d'entreprise/ comités du personnel doivent continuer à se concentrer sur leurs missions essentielles: de bonnes conditions de travail, des salaires équitables et la sécurité pour tous et toutes les salarié·e-s.

2. Une organisation locale forte:

Les syndicats devraient s'engager davantage sur le terrain, rendre visibles les problèmes concrets et nommer les causes. Autrefois, ils étaient étroitement liés à la classe ouvrière au sein des associations municipales et régionales. Parallèlement, l'organisation interne ne doit pas être axée sur la bureaucratie mais sur les moyens de renforcer et encourager les salarié·e-s.

3. Promouvoir l'éducation politique:

Les réunions d'entreprise et autres événements devraient être utilisés pour expliquer les évolutions sociétales et les contextes politiques. Cela permet aux salarié·e-s d'acquérir un regard critique qui démasque les interprétations de droite. En outre, cela crée les bases d'une participation active à la transformation de l'entreprise, par exemple dans l'industrie, où le passage à une

production durable doit être mis en place de manière écologique tout en garantissant la sécurité de l'emploi.

4. Agir avec courage au quotidien:

Au sein de l'entreprise, d'une association ou de la famille, il est important de s'opposer fermement aux propos racistes ou hostiles..

Vous souhaitez en savoir plus sur la mainmise des interprétations de droite sur les débats au sein de l'entreprise et de la société?

Vous trouverez tous les autres thèmes de la série d'événements et de publications sur notre site web:

www.dgb-bwt.de/wissen-fuer-alle

Tous les textes sont disponibles dans **les langues suivantes:** allemand, anglais, arabe, dari, espagnol, français, polonais, russe, vietnamien.

In Trägerschaft
des:



Im Rahmen des
Bundesprogramms:



Gefördert durch
das:



Administriert durch
das:

